

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 02/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2024

Contexte et constats

Publié sur 

MALTERIES FRANCO BELGES (Prouvy)

RUE ROGER SALENGRO
59121 Prouvy

Références : 2024-V1-286

Code AIOT : 0007000466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement MALTERIES FRANCO BELGES (Prouvy) implanté 52 Rue Roger Salengro 59121 Prouvy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTERIES FRANCO BELGES (Prouvy)
- 52 Rue Roger Salengro 59121 Prouvy
- Code AIOT : 0007000466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement a été autorisé par arrêté préfectoral du 30 janvier 2013 pour la poursuite de l'exploitation d'une malterie (installation destinée à réaliser la transformation de céréales (orge) en

malt).

La société Malteries Franco-Belges, filiale du groupe SOUFFLET, est rattachée à la division malteries du groupe depuis 1994.

Le site se compose des silos suivants :

- Silo 1 000 tonnes (11867 m³),
- Silo Malt (33670 m³).

La capacité de stockage actuelle autorisée est de 45 537 m³. L'ensemble des silos est composé de silos bétons et le site ne dispose pas de silo plat.

La capacité de production annuelle de malt est de 55 000 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- RSDE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 3 | Relevé des prélèvements d'eau | AP Complémentaire du 30/01/2013, article 9.2.1 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 5 | Valeurs limites d'émission des eaux industrielles | AP Complémentaire du 30/01/2013, article 4.3.10 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Positionnement RSDE | Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|--------------------------|
| 1 | Origine des approvisionnements en eau | AP de Mesures Conservatoires du 30/01/2013, article 4.1.1 | Sans objet |
| 2 | Consommation spécifique d'eau | AP Complémentaire du 30/01/2013, article 4.3.15 | Sans objet |
| 4 | Autosurveillance du rejet aqueux industriel - fréquence | AP Complémentaire du 30/01/2013, article 9.2.2 | Sans objet |
| 7 | Respect de l'arrêté de mise en demeure du 22/06/2022 | AP de Mise en Demeure du 22/06/2022, article 1 | Levée de mise en demeure |

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 30/01/2013, article 4.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau |
| Prescription contrôlée : |
| L'eau utilisée dans l'établissement provient : |

- du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Prouvy, environ 600 m³/an, pour les sanitaires, les chaudières et la granulation des sous produits du grain ;
- du forage pour la fabrication du malt. La profondeur du forage est de 12 m, le débit maximal de pompage est de 120 m³/h.

Prescription applicable depuis le 29/01/2024 :

| Origine de la ressource | Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau | Code BSS | Code national de la masse d'eau (SANDRE) | Prélèvement maximal annuel (m ³) | Débit journalier de prélèvement en moyenne mensuelle (m ³ /j) |
|-------------------------|--|------------|--|--|--|
| Masse d'eau souterraine | Craie du Valenciennois Prouvy | BSS000CUNS | AG307 | 310250 | 850 |

Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire.

Constats :

En 2022, la production a fonctionné 365 jours, soit un volume potentiel de 310 250 m³ par rapport au débit du forage (365 X 850).

En 2023, la production a fonctionné 365 jours, soit un volume potentiel de 310 250 m³ par rapport au débit du forage (365 X 850).

Dans la déclaration GEREPE de 2022, les prélèvements déclarés sont 247 248 m³ provenant du forage et **1536 m³** provenant de l'eau de ville.

Dans la déclaration GEREPE de 2023, les prélèvements déclarés sont 254 447 m³ provenant du forage et 542 m³ provenant de l'eau de ville. Une forte baisse a eu lieu sur la consommation d'eau de ville. Une cogénération a été mise en place au sein du site qui est fonctionnelle d'octobre à avril, permettant une baisse de la consommation d'eau.

La consommation d'eau de ville annuelle n'est pas respectée en 2022. Néanmoins, celle-ci est respectée en 2023. Le prélèvement de l'eau de forage est respecté en 2022 et 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consommation spécifique d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2013, article 4.3.15

Thème(s) : Risques chroniques, consommation spécifique d'eau

Prescription contrôlée :

| |
|---|
| <p>La consommation spécifique d'eau, ramenée à la tonne de malt produit, ne devra pas être supérieure à 8 m³ en moyenne mensuelle.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant devra rechercher par tous les moyens économiquement acceptables, et notamment à l'occasion de remplacement de matériel et réfection des ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>D'après les documents tenus à la disposition de l'Inspection, la consommation spécifique en moyenne mensuelle maximale observée en 2022 est 4,84 m³ par tonne de malt produit, en 2023, 4,96 m³ par tonne de malt produit, en 2024 (janvier à mai), 5,07 m³ par tonne de malt produit</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Relevé des prélèvements d'eau

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2013, article 9.2.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, relevé</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement pour les eaux de forage et hebdomadairement pour l'eau de ville.</p> <p><u>Applicable depuis le 29/01/2024</u></p> <p>Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ; - tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection le relevé de son eau de forage et d'eau de ville depuis 2022.(fichiers Gestion NRJ Prouvy 2022-2023 et 2023-2024)</p> <p>Les relevés sont journaliers.</p> <p>Le compteur d'eau de ville est équipé d'un télérelevé. Suite à l'inondation du compteur, le compteur a été hors-service du 31/03/2024 au 1/05/2024 jusqu'à son remplacement.</p> <p>L'exploitant ne déclare pas sur GIDAF les relevés de compteurs d'eau de ville et de forage.</p> <p><u>Fait avec suite n° 1 : L'exploitant réalisera dans sa déclaration GIDAF le relevé de ses compteurs sous un délai maximal d'un mois.</u></p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 4 : Autosurveillance du rejet aqueux industriel - fréquence

| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2013, article 9.2.2 | | | | | | | | | | | | |
|--|---------------|---------------------|---------------------|------------------------------|-------------|------------------|---------|-----------|------------------|------------------|---------------|------------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance - fréquence | | | | | | | | | | | | |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures portent sur le rejet n° 1</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Fréquence</th> <th>Méthodes d'analyses</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Débit, DCO, MES, Azote total</td> <td>quotidienne</td> <td>Norme en vigueur</td> </tr> <tr> <td>pH, T°C</td> <td>mensuelle</td> <td>Norme en vigueur</td> </tr> <tr> <td>DBO₅</td> <td>trimestrielle</td> <td>Norme en vigueur</td> </tr> </tbody> </table> <p>La consommation mensuelle spécifique d'eau ainsi que la production mensuelle est précisée.</p> | Paramètres | Fréquence | Méthodes d'analyses | Débit, DCO, MES, Azote total | quotidienne | Norme en vigueur | pH, T°C | mensuelle | Norme en vigueur | DBO ₅ | trimestrielle | Norme en vigueur |
| Paramètres | Fréquence | Méthodes d'analyses | | | | | | | | | | |
| Débit, DCO, MES, Azote total | quotidienne | Norme en vigueur | | | | | | | | | | |
| pH, T°C | mensuelle | Norme en vigueur | | | | | | | | | | |
| DBO ₅ | trimestrielle | Norme en vigueur | | | | | | | | | | |
| <p>Constats :</p> <p>Les paramètres sont mesurés à la fréquence imposée.</p> | | | | | | | | | | | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | | | | | | | | | | |

N° 5 : Valeurs limites d'émission des eaux industrielles

| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2013, article 4.3.10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|---|---------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-----|----|----|----|----|-----|-----|-----|-----|----|------|----|----|----|----|-----|----|----|----|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, VLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Malterie dispose d'une station de traitement interne, pour cela des bassins d'homogénéisation des eaux résiduaires permettent d'attendre un temps de séjour de l'effluent dans le bassin d'au moins 6 heures.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux industrielles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <table border="1"> <thead> <tr> <th>SUBSTANCES</th> <th>CONCENTRATION MAXIMALE INSTANTANEE (mg/l)</th> <th>CONCENTRATION MOYENNE PAR 24 h (mg/l)</th> <th>FLUX JOURNALIER (kg/j)</th> <th>FLUX MAXI 2 h (kg/2 h)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MES</td> <td>30</td> <td>30</td> <td>36</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>DCO</td> <td>120</td> <td>100</td> <td>120</td> <td>30</td> </tr> <tr> <td>DBO5</td> <td>40</td> <td>30</td> <td>36</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>NTK</td> <td>15</td> <td>10</td> <td>12</td> <td>5</td> </tr> </tbody> </table> | SUBSTANCES | CONCENTRATION MAXIMALE INSTANTANEE (mg/l) | CONCENTRATION MOYENNE PAR 24 h (mg/l) | FLUX JOURNALIER (kg/j) | FLUX MAXI 2 h (kg/2 h) | MES | 30 | 30 | 36 | 10 | DCO | 120 | 100 | 120 | 30 | DBO5 | 40 | 30 | 36 | 10 | NTK | 15 | 10 | 12 | 5 |
| SUBSTANCES | CONCENTRATION MAXIMALE INSTANTANEE (mg/l) | CONCENTRATION MOYENNE PAR 24 h (mg/l) | FLUX JOURNALIER (kg/j) | FLUX MAXI 2 h (kg/2 h) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MES | 30 | 30 | 36 | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DCO | 120 | 100 | 120 | 30 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DBO5 | 40 | 30 | 36 | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| NTK | 15 | 10 | 12 | 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Le pH sera compris entre 5.5 et 8.5 et la température de l'effluent sera inférieure à 30 °C.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

La concentration en hydrocarbures est inférieure à 5 ppm, mesurée selon la norme NFT 90-203.

Le débit maximal de l'effluent est de 100 m³/h en valeur instantanée et de 80 m³/h en moyenne sur 24 heures consécutives.

Ces flux correspondent à une production journalière maximale de 150 tonnes de malt.

Constats :

L'Inspection a observé les déclarations GIDAF de janvier 2023 à mai 2024, date de la dernière déclaration au jour de la visite. Les dépassements constatés sont les suivants :

| Date | Paramètre | Valeur mesurée | Valeur autorisée - APA du 30/01/2013 |
|------------|-----------|-----------------|--------------------------------------|
| 4/02/2023 | DCO | 126 mg/L | 100 mg/L |
| 28/02/2023 | DCO | 112 mg/L | 100 mg/L |
| 4/03/2023 | DCO | 131 mg/L | 100 mg/L |
| 22/03/2023 | DCO | 108 mg/L | 100 mg/L |
| 25/03/2023 | pH | 8,54 | 5,5-8,5 |
| 9/06/2023 | DCO | 245 mg/L | 100 mg/L |
| 14/06/2023 | DCO | 101 mg/L | 100 mg/L |
| 18/06/2023 | DCO | 113 mg/L | 100 mg/L |
| 20/06/2023 | DCO | 155 mg/L | 100 mg/L |
| 21/06/2023 | DCO | 198 mg/L | 100 mg/L |
| 21/06/2023 | DCO | 133,25 kg/j | 120 kg/j |
| 22/06/2023 | DCO | 140 mg/L | 100 mg/L |
| 23/06/2023 | DCO | 103 mg/L | 100 mg/L |
| 20/06/2023 | NTK | 10,05 mg/L | 10 mg/L |
| 24/07/2023 | MES | 37,8 mg/L | 30 mg/L |
| 18/07/2023 | DCO | 137 mg/L | 100 mg/L |
| 19/07/2023 | DCO | 106 mg/L | 100 mg/L |
| 20/07/2023 | DCO | 160 mg/L | 100 mg/L |
| 21/07/2023 | DCO | 226 mg/L | 100 mg/L |
| 21/07/2023 | DCO | 122,49 kg/j | 120 kg/j |
| 23/07/2023 | DCO | 109 mg/L | 100 mg/L |
| 24/07/2023 | DCO | 139 mg/L | 100 mg/L |
| 25/07/2023 | DCO | 136 mg/L | 100 mg/L |
| 26/07/2023 | DCO | 127 mg/L | 100 mg/L |
| 27/07/2023 | DCO | 107 mg/L | 100 mg/L |
| 28/07/2023 | DCO | 101 mg/L | 100 mg/L |
| 2/08/2023 | DCO | 103 mg/L | 100 mg/L |
| 21/08/2023 | DCO | 113 mg/L | 100 mg/L |
| 14/12/2023 | DCO | 104 mg/L | 100 mg/L |
| 15/12/2023 | DCO | 107 mg/L | 100 mg/L |
| 16/12/2023 | DCO | 123 mg/L | 100 mg/L |
| 22/12/2023 | DCO | 103 mg/L | 100 mg/L |
| 23/12/2023 | DCO | 106 mg/L | 100 mg/L |

| Date | Paramètre | Valeur mesurée | Valeur autorisée - APA du 30/01/2013 |
|------------|-----------|----------------|--------------------------------------|
| 24/12/2023 | DCO | 102 mg/L | 100 mg/L |
| 14/12/2023 | MES | 47,6 mg/L | 30 mg/L |
| 19/12/2023 | NTK | 13,78 mg/L | 10 mg/L |
| 26/12/2023 | NTK | 13,94 mg/L | 10 mg/L |
| 16/01/2024 | DCO | 102 mg/L | 100 mg/L |
| 1/01/2024 | NTK | 13,94 mg/L | 10 mg/L |
| 20/02/2024 | NTK | 18,51 mg/L | 10 mg/L |

Aucun dépassement n'est survenu depuis le mois de mars 2024.

L'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 prescrit notamment que : "*Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux [...]*".

Les dépassements en DCO en juin, juillet et décembre 2023 dépassent les 10 % de dépassements de la série des résultats des mesures permis par l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et certains dépassements sont supérieurs au double de la valeur limite.

Les autres dépassements constatés respectent les 10 % de dépassements de la série des résultats des mesures permis par l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. Aucun de ces dépassements ne dépasse le double de la valeur limite.

Il n'est pas proposé de mise en demeure car depuis le mois de mars 2024, aucun dépassement n'a été constaté.

L'exploitant a indiqué que les dépassements seraient dûs à un décollement de la bêche étanche du bassin tampon, empêchant une mauvaise homogénéisation des effluents et un manque d'aération des effluents. De plus, pour pallier ces dépassements en attente de la réalisation des travaux prévus en juillet 2024, l'exploitant injecte un floculant avant le bassin d'aération. Depuis que l'exploitant utilise ce produit, aucun dépassement n'est apparu.

Dans GIDAF, l'exploitant indique les actions engagées suite aux dépassements, mais indique rarement la date de leurs réalisations.

Observation n°1 : Il convient de renseigner systématiquement les dates des différentes interventions.

Fait avec suite n°2 : L'exploitant mettra en place les actions nécessaires pour respecter les valeurs limites imposées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Positionnement RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, RSDE

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un courrier DREAL du 20/12/2019 demandait à l'exploitant un positionnement sur l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 (nouvelles Valeurs Limites d'Emission et nouvelles fréquences de surveillance en fonction des flux émis de chaque substance).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La dernière version du positionnement RSDE de l'établissement suite à la réalisation de nouvelles analyses en 2022 et 2023 a été transmis à l'inspection par courriel du 22 mai 2024. Le modèle que l'inspection avait envoyé a bien été utilisé.</p> <p>L'exploitant ne s'est positionné que sur le paramètre nonylphénols, paramètre qui fait l'objet d'une surveillance pérenne pour le site.</p> <p><u>Fait avec suite n° 2 : L'exploitant se positionnera sous un délai maximal de 3 mois sur les paramètres, valeurs limites et fréquences issues de l'arrêté du 24/08/2017.</u></p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 7 : Respect de l'arrêté de mise en demeure du 22/06/2022

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/06/2022, article 1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, APMD</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société MALTERIES FRANCO-BELGES, dont le siège social est situé Quai du général Sarrail - BP 12 - à NOGENT SUR SEINE (10400), exploitant un silo sis 52 rue Roger Salengro sur la commune de PROUVY (59121) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de son arrêté préfectoral du 30 janvier 2013 susvisé dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté en respectant le prélèvement d'eau annuel dans le réseau d'eau public.</p> <p>Le respect de l'arrêté sera apprécié au 1^{er} janvier 2023.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les constats liés au respect de l'arrêté de mise en demeure figure au point de contrôle n°1. La consommation d'eau de ville est respectée sur l'année 2023.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p> |